

2400 Mol Leergangen voor Technisch Onderwijs van het Gemeenschapsonderwijs Leenhofstraat 33 1.080.021	CSTI	Formation générale : extension 3e année et adaptation tableau horaire
8200 Sint-Michiels Leergangen voor Technisch Onderwijs van het Gemeenschapsonderwijs Rijselstraat 5	CSTI	Formation générale : extension 3e année et adaptation tableau horaire
2300 Turnhout Leergangen voor Technisch Onderwijs van het Gemeenschapsonderwijs De Merodelei 220 1.123.025	CSTI	Formation générale : extension 3e année et adaptation tableau horaire
<i>Enseignement officiel subventionné</i>		
9900 Eeklo Provinciaal Technisch Instituut Roze 131	CSPS	Bois sculpté, restructuration de la section CSPS Bois sculpté
<i>Enseignement libre subventionné</i>		
3000 Louvain Centrum voor levende talen Vesaliusstraat 21	CSTI	Russe, Connaissance pratique, formation accélérée, restructuration d'une formation cyclique en formation annuelle
2500 Lier Vrij Technisch Instituut Kruisbogenhofstraat 7 1.064.004	CSPS	Soudure, extension du volume des cours d'une heure/semaine en 2e et en 3e année

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1992.

**Art. 3.** Le Ministre communautaire compétent en matière d'Enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 juillet 1992.

Le Président de l'Exécutif flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre communautaire de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

---

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 93 — 429

**25 NOVEMBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française organisant un stage pour les jeunes européens dans le cadre de la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises**

L'Exécutif de la Communauté française.

Vu le décret du 3 juillet 1991 relatif à la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

Vu l'avis de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 octobre 1992.

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 6 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant l'existence de programmes européens visant dès à présent à l'échange entre Etats de stagiaires en cours de formation professionnelle et la nécessité en résultant d'organiser sans délai le stage des jeunes européens qui recevront une formation en Belgique dans le cadre de ces programmes;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales;

Vu la délibération de l'Exécutif du 9 novembre 1992.

Arrête :

#### TITRE Ier. — Généralités

**Article 1er.** Le stage organisé par le présent arrêté a pour objet de permettre aux jeunes ressortissants d'un état membre de la Communauté économique européenne de s'initier en Belgique aux méthodes de travail utilisées soit dans l'exercice d'une profession indépendante susceptible d'être représentée au Conseil supérieur des Classes moyennes soit dans la gestion d'une petite ou moyenne entreprise ou encore à différents aspects relevant de ces deux domaines.

**Art. 2.** Le stage doit s'inscrire dans le cadre d'un programme européen concernant la formation professionnelle et visant l'échange de jeunes. Il s'adresse exclusivement aux jeunes résidant en permanence en territoire étranger.

**Art. 3.** Le stage peut s'effectuer dans toutes les professions pour lesquelles sont organisés des cours de formation de base tels que prévus par l'arrêté de l'Exécutif du 20 novembre 1991 relatif aux cours de la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

**Art. 4.** Le stage doit s'effectuer dans une entreprise dont la nature et les activités permettent d'assurer au stagiaire la formation qu'il a choisie.

Le siège d'exploitation de l'entreprise doit être situé dans le ressort d'un service subrégional de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ci-après dénommé l'Institut, tel que déterminé par l'arrêté de l'Exécutif du 24 octobre 1991 fixant le nombre et le ressort des services subrégionaux de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

**Art. 5.** Le stage comprend une initiation pratique en entreprise complétée par une formation théorique dispensée par un Centre de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conformément à un programme établi par l'Institut en concertation avec le ou les Centres concernés.

La coordination de ces activités est assurée par l'Institut.

**Art. 6.** Le stage fait l'objet d'une convention conclue entre le stagiaire et le chef d'entreprise, à l'initiative de l'Institut.

**Art. 7.** La convention de stage est conclue par écrit au plus tard le premier jour du stage et doit être conforme au modèle annexé au présent arrêté. Elle est établie en trois exemplaires.

**Art. 8.** A la date de la signature de la convention de stage, le stagiaire doit avoir au minimum 16 ans et au maximum 25 ans.

**Art. 9.** Les demandes d'effectuer un stage sont adressées à l'Institut. Elles comprennent toutes les informations jugées nécessaires par celui-ci dont, le cas échéant, une attestation établie par l'autorité compétente du pays du candidat stagiaire, certifiant que ce dernier est autorisé, au regard des lois sur l'obligation scolaire de ce pays, à effectuer le stage.

Dans tous les cas, l'Institut informe le candidat de la décision intervenue. Si celle-ci est positive, compte tenu des informations fournies, l'Institut envoie au candidat un document l'autorisant à effectuer le stage.

L'usage de faux documents rend l'autorisation nulle de plein droit.

**Art. 10.** Eu égard notamment aux dispositions légales belges, le stagiaire doit de plus pouvoir présenter à l'Institut, au moment de la signature de la convention :

- les documents nécessaires à son entrée dans le pays;
- pour un séjour de moins de trois mois, une déclaration d'arrivée à la commune, s'il loge chez un particulier;
- pour un séjour de plus de trois mois, une attestation d'immatriculation à la commune;
- un certificat médical le déclarant apte à exercer la profession faisant l'objet de la convention de stage.

**Art. 11.** L'autorisation de suivre la formation entraîne pour le stagiaire l'interdiction d'exercer toute activité parallèlement à la convention de stage.

**Art. 12.** La durée du stage est au minimum de quinze jours et au maximum d'un an.

Si la convention de stage vient à être rompue et si le stagiaire conclut une nouvelle convention, la durée de celle-ci est égale à la durée du stage restant à effectuer.

**Art. 13.** En vertu de la convention de stage, le chef d'entreprise s'engage à initier le stagiaire, ou à le faire initier par un membre de son personnel, aux méthodes de travail qu'il emploie soit dans l'exercice de sa profession soit dans la gestion d'une petite ou moyenne entreprise ou encore à différents aspects de ces deux domaines. De son côté, le stagiaire s'engage à s'initier aux méthodes de travail du chef d'entreprise ainsi qu'à suivre la formation théorique prévue à l'article 5. La personne qui initie le stagiaire est appelée maître de stage.

**Art. 14.** Le maître de stage doit :

- 1° être de conduite irréprochable;
- 2° être âgé de 25 ans accomplis;
- 3° faire la preuve d'une activité de six années au moins dans la profession ou être en possession d'un diplôme de chef d'entreprise.

**Art. 15.** L'Institut veille au bon déroulement du stage. Il désigne pour chaque stagiaire une personne chargée :

- d'aider le stagiaire dans les démarches requises pour le stage;
  - d'assurer la gestion administrative du stage;
- d'apporter au stagiaire les informations et les conseils rendus utiles par un séjour à l'étranger.

**Art. 16.** Les dispositions légales et réglementaires, applicables en matière de sécurité et d'hygiène aux apprentis et stagiaires de la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, sont applicables aux stagiaires visés par le présent arrêté.

#### TITRE II

##### CHAPITRE Ier. — Obligations des parties

**Art. 17.** Le chef d'entreprise a l'obligation :

- 1° de veiller à ce que la formation déterminée par la convention de stage soit donnée au stagiaire;
- 2° de faire exécuter au stagiaire les tâches nécessaires à sa formation dans les conditions, aux temps et lieu convenus, notamment en mettant à sa disposition l'aide, les instruments et les matières nécessaires;

3° de veiller en bon père de famille à ce que les tâches s'accomplissent dans des conditions convenables au point de vue de la sécurité et de la santé du stagiaire;

4° de ne pas astreindre le stagiaire à des tâches :

- étrangères à la profession;
- dépourvues de tout caractère formatif;
- présentant un danger pour la santé ou la sécurité du stagiaire.

5° de permettre au stagiaire de suivre la formation théorique prévue pour lui;

6° de payer au stagiaire une allocation au moins égale à celle prévue par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 octobre 1991 organisant le stage dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, si le programme européen dans le cadre duquel s'inscrit la convention de stage le prévoit selon les modalités qui y sont fixées.

7° d'occuper le stagiaire au moins 28 heures et au plus 40 heures, par semaine, y compris les heures consacrées par le stagiaire à la formation théorique.

8° de donner au stagiaire le temps nécessaire pour remplir les devoirs de son culte;

9° d'apporter les soins d'un bon père de famille à la conservation des instruments de travail appartenant au stagiaire et de ses effets personnels. Il n'a en aucun cas le droit de retenir ces instruments de travail ou ces effets;

10° de souscrire une assurance couvrant les risques d'accident qui peuvent survenir au stagiaire pendant les heures d'occupation dans l'entreprise et pendant les heures passées au Centre pour suivre la formation théorique. L'assurance couvrira également les risques d'accident pouvant survenir pendant le trajet effectué par le stagiaire pour se rendre de sa résidence au centre ou à l'entreprise et inversement ainsi que de l'entreprise au Centre ou inversement;

11° d'autoriser toute personne désignée par l'Institut à contrôler sur place le bon déroulement de la convention;

12° en fin de stage, de fournir au stagiaire un certificat constatant la date du début et de la fin de la convention de stage et la profession concernée;

13° d'avertir l'Institut, chargé du bon déroulement de la convention, des absences éventuelles du stagiaire.

**Art. 18.** Le stagiaire a l'obligation :

1° d'exécuter les tâches avec soin, probité et conscience dans les conditions et au lieu convenus;

2° d'agir conformément aux instructions données par le chef d'entreprise, ses mandataires ou ses préposés, en vue de l'exécution de la convention;

3° de suivre la formation théorique;

4° de s'abstenir, tant au cours de la convention qu'après sa cessation :

a) de divulguer les secrets de fabrication ou d'affaires ainsi que le secret de toute affaire à caractère personnel ou confidentiel dont il aurait eu connaissance au cours de sa formation;

b) de se livrer ou de coopérer à tout acte de concurrence déloyale;

5° de s'abstenir de tout ce qui pourrait nuire à sa propre sécurité, soit à celle du chef d'entreprise, du maître de stage ou de tiers;

6° de restituer en bon état au chef d'entreprise les instruments de travail et les matières premières restées sans emploi qui lui ont été confiées.

## CHAPITRE II. — *Suspension de l'exécution de la convention de stage*

**Art. 19.** Les cas de suspension de l'exécution de la convention de stage sont les mêmes que ceux prévus par la législation relative au contrat de travail.

**Art. 20.** Toute suspension de la convention de stage doit être communiquée à l'Institut par le chef d'entreprise dans les trois jours ouvrables.

## CHAPITRE III. — *Fin de la convention de stage*

**Art. 21.** Sans préjudice des modes généraux d'extinction des obligations, la convention de stage prend fin :

1° par l'expiration du terme;

2° par la volonté d'une des parties :

a) soit pendant les trois premiers jours ou le premier mois selon qu'il s'agit d'une formation inférieure ou supérieure à un mois;

b) soit lorsqu'il existe un motif grave justifiant la rupture.

La partie qui met fin au contrat est tenue d'en informer immédiatement l'Institut;

3° par le décès d'une des parties;

4° par la force majeure;

5° par la notification par le Centre au chef d'entreprise que le stagiaire ne suit pas régulièrement la formation théorique ou en est exclu. Simultanément, le Centre avertit l'Institut;

6° lorsqu'il est établi que le stagiaire exerce une activité lucrative parallèlement à la convention.

**Art. 22.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er décembre 1992.

**Art. 23.** Le Ministre ayant la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 novembre 1992.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

## Annexe

Convention de stage pour jeunes européens dans la formation permanente  
pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Entre les soussignés :

Nom et prénom : .....

Agissant au nom de la Société : .....

Domicile : .....

Adresse de l'entreprise : .....

Ci-après dénommé le chef d'entreprise :

et

Nom et prénom : .....

Date de naissance :

Nationalité :

Domicile à l'étranger : .....

en Belgique : .....

Représenté par : (\*) .....

Adresse des représentants : .....

Adresse de l'organisme qui envoie le stagiaire en Belgique : .....

Ci-après dénommé le stagiaire,

à l'initiative de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Il est convenu ce qui suit :

(\*) biffer si le stagiaire est majeur selon les lois de son pays.

Art. 1er. Par la présente convention, le chef d'entreprise s'engage à initier le stagiaire ou à le faire initier par M. .... à tout ou partie des méthodes de travail qu'il emploie : (\*)

O dans l'exercice de la profession de .....

O dans la gestion d'une petite ou moyenne entreprise

et le stagiaire s'engage à s'initier aux méthodes de travail du chef d'entreprise ainsi qu'à suivre la formation théorique afférente, conformément au programme joint en annexe.

La convention est régie par les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française organisant un stage pour les jeunes européens dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises. Cet arrêté est annexé à la présente convention.

La fréquentation régulière de la formation théorique est une condition essentielle à l'existence et à la poursuite de la convention.

Art. 2. La convention est conclue pour une durée de ..... prenant cours le ..... pour se terminer de plein droit le ..... sans préjudice des suspensions ou droit le ..... sans préjudice des suspensions ou résiliations prévues par l'arrêté de l'Exécutif précité.

Le stage prend fin pour les motifs prévus à l'article 21 de l'arrêté de l'Exécutif précité et, notamment, par la notification au chef d'entreprise du fait que le stagiaire ne suit pas régulièrement la formation théorique ou en est exclu.

Durant soit les trois premiers jours, soit le premier mois, selon que le stage a une durée inférieure ou supérieure à un mois, chacune des parties peut mettre fin à la convention sans préavis. Elle doit en informer immédiatement l'Institut.

Art. 3. L'horaire est établi suivant les besoins de l'entreprise à condition de respecter les minima et maxima prescrits par l'arrêté de l'Exécutif précité.

Art. 4. Le chef d'entreprise paie au stagiaire une allocation mensuelle de ..... francs, conformément à l'article 17, 8° de l'arrêté de l'Exécutif précité.

Art. 5. Les parties s'engagent formellement à respecter les obligations décrites dans l'arrêté de l'Exécutif précité.

(\*) indiquer par une croix la ou les formation(s) concernée(s).

Fait à ..... en trois exemplaires.

Le .....

Le chef d'entreprise.

Le stagiaire.

Visa de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

M. Mme . . . . .

domicilié(e) . . . . .

tél. . . . . est chargé(e) d'assurer la gestion administrative du stage et le soutien au stagiaire, conformément à l'article 15 de l'arrêté de l'Exécutif ci-annexé.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 novembre 1992.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 93 — 429

**25 NOVEMBER 1992.** — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende organisatie van een stage voor jonge Europeanen in het raam van de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet dd. 3 juli 1971 betreffende de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het advies van het « Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises »;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 12 oktober 1992;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten dd. 9 augustus 1980, 6 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de Europese programma's die nu reeds tot het uitwisselen tussen Staten van stagiairs in beroepsvorming strekken en op de noodzaak die hieruit voortvloeit om onverwijld een stage voor te bereiden voor de jonge Europeanen die in het kader van deze programma's in België zullen worden opgeleid;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve dd. 9 november 1992,

Besluit :

TITEL I. — *Algemeenheden*

**Artikel 1.** De stage georganiseerd door dit besluit heeft tot doel de jonge onderdanen van een lidstaat van de Europese Gemeenschap de mogelijkheid te geven om zich in België vertrouwd te maken met de werkmethode voor de uitoefening van een zelfstandig beroep dat in de Hoge Raad voor de Middenstand kan worden vertegenwoordigd, of voor het beheer van een kleine of middelgrote onderneming, of nog voor verschillende bezigheden die onder beide gebieden ressorteren.

**Art. 2.** De stage moet kaderen in een Europees programma betreffende de beroepsvorming en met als doel het uitwisselen van jongeren. Hij richt zich uitsluitend tot jongeren die voortdurend op buitenlands grondgebied verblijven.

**Art. 3.** De stage geldt voor alle beroepen waarvoor leergangen basisopleiding worden ingericht, zoals bepaald bij het besluit van de Executieve dd. 20 oktober 1991 betreffende de cursussen permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

**Art. 4.** De stage moet plaatsvinden in een onderneming waarin de stagiair, door de aard en de activiteit van deze onderneming, de in artikel 2 bedoelde opleiding kan genieten.

De exploitatiezetel van de onderneming moet gelegen zijn in het gebied van een subregionale dienst van het « Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises », hierna genoemd « het Instituut », zoals bepaald bij het besluit van de Executieve dd. 24 oktober 1991 tot vaststelling van het aantal en het gebied van de subregionale diensten van het « Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ».

**Art. 5.** Deze stage omvat een praktische inleiding in een bedrijf, aangevuld met een theoretische opleiding verstrekt door een centrum voor permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, overeenkomstig een programma vastgesteld door het Instituut in overleg met het of de betrokken centra.

Voor de coördinatie van deze werkzaamheden zorgt het Instituut.

**Art. 6.** De stage maakt het voorwerp uit van een overeenkomst gesloten op initiatief van het Instituut, tussen de stagiair en het ondernemingshoofd.

**Art. 7.** De stageovereenkomst wordt uiterlijk op de eerste dag van de stage schriftelijk gesloten, overeenkomstig het bij dit besluit gevoegde model. Ze wordt opgemaakt in drie exemplaren.

**Art. 8.** Op de datum van de ondertekening van de overeenkomst moet de stagiair ten minste 16 jaar en ten hoogste 25 jaar zijn.

**Art. 9.** De aanvragen om een stage te doen, worden aan het Instituut gericht. Ze omvatten alle door dit laatste nodig geachte inlichtingen, waaronder desgevallend een door de bevoegde overheid van het land van de kandidaat-stagiair opgemaakt attest waarbij getuigd wordt dat laatstgenoemde gemachtigd wordt, rekening houdend met de in dat land vigerende wetten op de schoolplicht, de stage te doen.

In alle gevallen deelt het Instituut de kandidaat de genomen beslissing mede. Indien deze positief is, rekening houdend met de verstrekte inlichtingen, stuurt het Instituut de kandidaat een document dat hem ertoe machtigt de stage te doen.

Het gebruik van valse documenten maakt van rechtswege de beslissing nietig.

**Art. 10.** Gelet op de Belgische wetsbepalingen moet de stagiair bovendien, op het ogenblik van de handtekening van de overeenkomst, het Instituut volgende documenten voorleggen :

- de documenten nodig voor de toegang tot het land;
- voor een verblijf van minder dan drie maanden : een verklaring van aankomst in de gemeente, indien hij bij een inwoner logeert;
- voor een verblijf van meer dan drie maanden, een inschrijvingsattest van de gemeente;
- een geneeskundig getuigschrift waarbij hij geschikt wordt verklaard om het beroep dat het voorwerp is van de stageovereenkomst, uit te oefenen.

**Art. 11.** De toelating om een opleiding te volgen heeft voor de stagiair tot gevolg dat hem elke werkzaamheid wordt ontzegd tijdens de duur van de stageovereenkomst.

**Art. 12.** De stage duurt minstens veertien dagen en hoogstens één jaar.

Indien de stageovereenkomst verbroken wordt en indien de stagiair een nieuwe overeenkomst sluit, is de duur hiervan gelijk aan de duur van de stage die nog moet gedaan worden.

**Art. 13.** Krachtens de stageovereenkomst verbindt het ondernemingshoofd zich ertoe, de stagiair in te leiden of te doen inleiden door een lid van zijn personeel tot de werkmethodes die hij gebruikt bij het uitvoeren van zijn beroep, of bij het beheer van een kleine of middelgrote onderneming, of nog in diverse aspecten van deze beide gebieden. Van zijn kant verbindt de stagiair zich ertoe, zich te laten inleiden tot de werkmethodes van het ondernemingshoofd en de bij artikel 5 bepaalde theoretische opleiding te volgen. De persoon die belast is met de inleiding heet stagemeeester.

**Art. 14.** De stagemeeester moet :

- van onberispelijk gedrag zijn;
- meer dan 25 jaar oud zijn;
- het bewijs leveren van minstens zes jaar activiteit in het beroep of in het bezit zijn van een diploma van ondernemingshoofd.

**Art. 15.** Het Instituut zorgt voor de goede gang van de stage.

Het stelt voor elke stagiair een persoon aan die ermee belast is :

- de stagiair te helpen bij al de voor de stage vereiste stappen;
- voor het administratief beheer van de stage in te staan;
- de stagiair de inlichtingen en de raadgevingen te verstrekken die voor een verblijf in het buitenland nuttig zijn.

**Art. 16.** De wets- en reglementsbevestigingen, inzake veiligheid en gezondheid van toepassing op de leerlingen en stagiairs van de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, zijn van toepassing op de in dit besluit bedoelde stagiairs.

## TITEL II

### HOOFDSTUK I. — *Verplichtingen van de partijen*

Het ondernemingshoofd heeft de verplichting :

- 1° ervoor te zorgen dat de in de overeenkomst bepaalde opleiding aan de stagiair wordt gegeven;
- 2° de stagiair de taken te doen uitvoeren die noodzakelijk zijn voor zijn opleiding; in de overeengekomen voorwaarden en tijd en op de overeengekomen plaats, inz. door hem de nodige hulp, instrumenten en stoffen ter beschikking te stellen;
- 3° als een goed huisvader ervoor te zorgen dat de taken verricht worden in degelijke omstandigheden inzake de veiligheid en de gezondheid van de stagiair;
- 4° de stagiair niet te dwingen tot taken die :
  - niets te maken hebben met het beroep;
  - geen opleidend karakter hebben;
  - gevaar opleveren voor de gezondheid of de veiligheid van de stagiair;

- 5° de stagiair de mogelijkheid te bieden de voor hem bepaalde theoretische opleiding te volgen;
- 6° de stagiair een toelage te betalen die gelijk is aan die, bepaald bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 24 oktober 1991 tot organisatie van de stage in de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, indien het Europees programme waarin de stage-overeenkomst kadert, daarin voorziet en volgens de voorwaarden die er bepaald zijn;
- 7° de stagiair ten minste 28 uur per week en ten hoogste 40 uur per week te doen werken met inbegrip van de uren tijdens welke de stagiair een theoretische opleiding krijgt;
- 8° de stagiair de tijd te geven die noodzakelijk is voor het vervullen van de plichten van zijn erediens;
- 9° als een goed huisvader zorg te dragen voor het behoud van de werkinstrumenten en van de persoonlijke goederen die aan de stagiair behoren; hij heeft in geen geval het recht deze werkinstrumenten of deze goederen aan te houden;
- 10° een verzekering aan te gaan die de ongevalrisico's dekt die de stagiair kan lopen tijdens de uren waarin hij in de onderneming werkt en tijdens de uren die de stagiair in het Centrum doorbrengt om zijn theoretische opleiding te volgen. De verzekering moet eveneens de ongevalrisico's dekken die de stagiair loopt wanneer hij zich begeeft van zijn verblijfplaats naar het Centrum of naar de onderneming en omgekeerd, alsook van de onderneming naar het Centrum of omgekeerd;
- 11° elke door het Instituut aangewezen persoon ertoe te machtigen ter plaatse te controleren of de stage goed verloopt;
- 12° aan het einde van de stage aan de stagiair een getuigschrift te bezorgen dat de datum van het begin en van het einde van de stageovereenkomst, alsmede het betrokken beroep vaststelt;
- 13° het Instituut belast met het goed verloop van de overeenkomst, van de eventuele afwezigheid van de stagiair te verwittigen.

**Art. 18. De stagiair is verplicht :**

- 1° de taken met zorg, eerlijkheid en plichtsbesef uit te voeren in de overeengekomen voorwaarden en op de overeengekomen plaats;
- 2° te handelen overeenkomstig de instructies gegeven door het ondernemingshoofd, diens lasthebbers of diens aangestelden, met het oog op de uitvoering van de overeenkomst;
- 3° de theoretische opleiding te volgen;
- 4° zowel tijdens de overeenkomst als daarna zich ervan te onthouden :
- a) de fabricage- of zakengeheimen te onthullen alsmede het geheim van iedere zaak met een persoonlijk of vrouwelijk karakter waarvan hij tijdens zijn opleiding kennis zou hebben genomen;
- b) elke handeling van oneerlijke concurrentie te verrichten of eraan mee te werken;
- 5° zich te onthouden van al wat schade kan berokkenen hetzij aan zijn eigen veiligheid, hetzij aan die van het ondernemingshoofd, van zijn stagemeester of van derden;
- 6° aan het ondernemingshoofd de hem toevertrouwde werkingsinstrumenten en grondstoffen die ongebruikt zijn gebleven, in goede staat terug te geven.

**HOOFDSTUK II. — Schorsing van de uitvoering van de stageovereenkomst**

**Art. 19.** De gevallen van schorsing van de uitvoering van de stageovereenkomst zijn dezelfde als die bepaald bij de wetgeving betreffende de arbeidsovereenkomst.

**Art. 20.** Iedere schorsing van de stageovereenkomst dient aan het Instituut door het ondernemingshoofd binnen de drie werkdagen medegedeeld te worden.

**HOOFDSTUK III. — Einde van de stageovereenkomst**

**Art. 21.** Onverminderd de wijzen waarop de verbintenissen in het algemeen tenietgaan komt aan de stageovereenkomst een einde :

- 1° door het verstrijken van de termijn;
- 2° door de wil van één van de partijen :
- a) hetzij tijdens de eerste drie dagen of de eerste maand naargelang het een vorming betreft die minder of meer dan een maand duurt;
- b) hetzij om een ernstige reden die de verbreking rechtvaardigt.
- De partij die een einde maakt aan de overeenkomst, is verplicht het Instituut onmiddellijk te verwittigen.
- 3° door het overlijden van één van de partijen;
- 4° door overmacht;
- 5° door de mededeling door het Centrum aan het ondernemingshoofd dat de stagiair de theoretische opleiding niet geregeld volgt of ervan is uitgesloten. Gelijktijdig verwittigt het Centrum het Instituut;
- 6° wanneer vast staat dat de stagiair een winstgevende werkzaamheid uitoefent tijdens het verloop van de overeenkomst.

**Art. 22.** Dit besluit treedt op 1 december 1992 in werking.

**Art. 23.** De Minister tot wiens bevoegdheid de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 november 1992.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek  
en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

## Bijlage

Stageovereenkomst voor jonge Europeanen  
in de Permanente Vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen

Tussen de ondergetekenden,

Naam en voornaam: .....

Handelend namens de vennootschap: .....

Woonplaats: .....

Adres van de onderneming: .....

Hierna het ondernemingshoofd genoemd:

en

Naam en voornaam: .....

Geboortedatum:

Nationaliteit:

Woonplaats in het buitenland: .....

in België: .....

Vertegenwoordigd door: (\*) .....

Adres van de instelling die de stagiair naar België stuurt .....

Hierna de stagiair genoemd,

Op initiatief van het « Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ».

Is het volgende overeengekomen:

(\*) schrappen indien de stagiair meerderjarig is volgens de wetten van zijn land.

Artikel 1. Bij deze overeenkomst verbindt het ondernemingshoofd er zich toe, de stagiair volledig of gedeeltelijk in te leiden of hem te laten inleiden door de heer ... in de werkmethodes die hij aanwendt: (\*):

— in het uitoefenen van het beroep van ...

— in het beheer van een kleine of middelgrote onderneming ...

en de stagiair verbindt er zich toe zich vertrouwd te maken met de werkmethodes van het ondernemingshoofd vertrouwd te maken en een theoretische opleiding in verband hiermede te volgen, overeenkomstig het in bijlage gevoegde programma.

Op deze overeenkomst worden de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap, houdende organisatie van een stage voor de jonge Europeanen in het raam van de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, toegepast. Dit besluit wordt bij deze overeenkomst gevoegd.

Het geregeld bezoek van de lessen voor theoretische opleiding is een wezenlijke voorwaarde tot het bestaan en het voortzetten van de overeenkomst.

Art. 2. De overeenkomst wordt gesloten voor een duur van ..... ingaand op ..... die van rechtswege verstrijkt op ..... onverminderd de opschorting of verbreking bedoeld bij voormeld besluit van de Executieve.

De stage neemt een einde om de bij art. 21 van voormeld besluit van de Executieve bedoelde redenen en inz. door de mededeling aan het ondernemingshoofd dat de stagiair de theoretische opleiding niet geregeld bijwoont of ervan is uitgesloten.

Gedurende de eerste drie maanden of de eerste maand, naargelang de stage meer of minder dan een maand duurt, mag elke partij zonder opzeggingstermin een einde maken aan de overeenkomst. Ze moet het Instituut onmiddellijk op de hoogte ervan brengen.

Art. 3. Het uurrooster wordt volgens de behoeften van de onderneming opgemaakt voor zover de bij voormeld besluit van de Executieve bedoelde minimale en maximale voorwaarden in acht worden genomen.

Art. 4. Het ondernemingshoofd betaalt de stagiair een maandelijks toelage van ..... frank overeenkomstig artikel 17,8 van voormeld besluit van de Executieve.

Art. 5. De partijen verbinden zich formeel ertoe, de bij bovenvermeld besluit van de Executieve bepaalde verplichtingen na te komen.

(\*) de betrokken opleidingen aankruisen.

Gedaan te ..... in drie exemplaren.

.....

Het ondernemingshoofd,

De stagiair,



Visum van het « Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ».

De heer Mevr. . . . .

wonende te . . . . .

tel. nr. . . . . is ermee belast in het administratief beheer van de stage te voorzien en de stagiair steun te verlenen, overeenkomstig artikel 15 van het hierbij gevoegde besluit van de Executieve.

Mij bekend om bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 25 november 1992 gevoegd te worden.

De Minister van Hoger Onderwijs,  
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
M. LEBRUN

## DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

### MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 93 — 430

#### 23. NOVEMBER 1992. — Dekret zur Aufhebung des Fonds für Studienbeihilfen der Deutschsprachigen Gemeinschaft (1)

Der Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Exekutive, sanktionieren es :

**Artikel 1.** Artikel 27 des Dekretes vom 26. Juni 1986 über die Gewährung von Studienbeihilfen, abgeändert durch Artikel I des Dekretes vom 21. Januar 1991 zur Aufhebung und Reorganisation der Haushaltsfonds, wird aufgehoben.

**Art. 2.** Artikel 28 des Dekretes vom 26. Juni 1986 über die Gewährung von Studienbeihilfen wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel 28. Die Exekutive verfügt für die Studienbeihilfen über Mittel, deren Betrag jährlich in den Ausgabenhaushaltsplan der Deutschsprachigen Gemeinschaft eingetragen wird. »

**Art. 3.** Artikel 11 des Dekretes vom 21. Januar 1991 zur Aufhebung und Reorganisation der Haushaltsfonds ist aufgehoben.

**Art. 4.** In Artikel 14 des Dekretes vom 21. Januar 1991 zur Aufhebung und Reorganisation der Haushaltsfonds ist im ersten Satz die Zahl 1 zu streichen.

**Art. 5.** Die Restmittel des ehemaligen Fonds am 31. Dezember 1992 werden im Einnahmehaushalt 1993 unter Artikel 06.01 — Verschiedenes aufgenommen.

Die Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft stellt den Betrag der Saldi am 31. Dezember 1992 fest.

**Art. 6.** Die Auszahlungen für noch offenstehende Verpflichtungen, die im Laufe der vorherigen Haushaltsjahre zu Lasten der variablen Kredite im Organisationsbereich 30, Programm 19 festgelegt wurden, dürfen den entsprechenden Programmmitteln und Zuweisungen für das Haushaltsjahr 1993 angerechnet werden.

**Art. 7.** Vorliegendes Dekret tritt am 1. Januar 1993 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Eupen, den 23. November 1992.

Der Vorsitzende der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft,  
J. MARAITE

Der Gemeinschaftsminister für Unterricht und Ausbildung, Kultur,  
Jugend und wissenschaftliche Forschung,  
B. GENTGES

Der Gemeinschaftsminister für Medien, Erwachsenenbildung,  
Behindertenpolitik, Sozialhilfe und Berufsumschulung,  
K.-H. LAMBERTZ

(1) *Sitzungsperiode 1992-1993.*

Dokumente des Rates : 67 (1992-1993) Nr. 1. — Dekretentwurf. — 67 (1992-1993) Nr. 2. — Bericht.  
Ausführlicher Bericht : Diskussion und Abstimmung. — Sitzung vom 23. November 1992.